



## Décision du Président n°2022/01

### **Avenant n°13 : à la convention de concession du service public de la distribution de gaz du Syndicat Mixte Orge Yvette Seine**

Monsieur le Président du SMOYS

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2021-PREF-DRCL-605 du 25 août 2021 portant adhésion du Syndicat intercommunal d'aménagement, de rivières et du cycle de l'eau (SIARCE) au Syndicat mixte Orge Yvette Seine pour l'électricité et le gaz (SMOYS) au titre de ses compétences en matière d'électricité et de gaz,

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2021-PREF-DRCL-606 du 25 août 2021 portant adhésion au SMOYS, du Syndicat intercommunal d'électricité et du gaz de la région d'Arpajon (SIEGRA) et sa dissolution,

Vu le contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente du 2 juillet 2019,

Vu la délibération n°2020/44 portant avenant au contrat de concession de gaz avec GRDF autorisant Monsieur le Président à signer l'avenant au contrat de concession de gaz,

Vu l'avenant n°13 à la convention de concession du service public de la distribution de gaz du Syndicat Mixte Orge Yvette Seine annexé

Considérant que suite à l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-PREF-DRCL-605, le SIARCE a adhéré au SMOYS au titre de ses compétences électricité et de gaz,

Considérant que suite à l'arrêté inter-préfectoral n° 2021-PREF-DRCL-606, le SIEGRA a adhéré au SMOYS au titre de ses compétences électricité et de gaz,

Considérant qu'il convient de signer avec GRDF, le concessionnaire des trois contrats de concession pour le SMOYS, le SIARCE et le SIEGRA afin d'avoir un contrat de concession unique,

### **Décide**

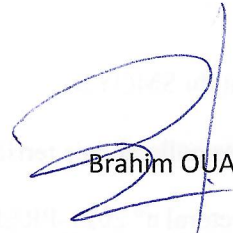
**ARTICLE 1 :** de signer l'avenant n°13 à la convention de concession du service public de la distribution de gaz du Syndicat Mixte Orge Yvette Seine annexé à la présente décision

**ARTICLE 2 :** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès du SMOYS, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de

deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Le Tribunal Administratif de Versailles peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible depuis le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Sainte-Geneviève des Bois,  
Le 23 décembre 2021

Le Président



Brahim OUAREM